

sont rentrées dans leurs quartiers respectifs."

Qué vous en semble ? Des régimens entiers tous les armes, infanterie et cavalerie ; les artilleurs à leurs pièces ; des munitions distribuées en abondance ; plusieurs légions de la garde nationale averties à domicile de se tenir prêtes, et tout cela est une simple revue de la garde mobile !

En vérité, quand on aurait l'intention de redoubler les alarmes que l'on combat si maladroitement, on ne s'y prendrait pas mieux. (L'Opinion.)

Depuis dix-huit ans nous n'avons cessé de dire aux hommes qui ont marché avec nous : point de désordre matériel, ce n'est qu'à cette condition qu'on peut avoir l'ordre moral. Certains royalistes, en 92, ont pu croire qu'en poussant au désordre ils devaient amener la restauration. Ils sont bien désabusés aujourd'hui, car tous leurs efforts ont été impuissants, et la restauration ne s'est faite que lorsqu'il n'y avait plus que l'intérêt de la France qui conspirait pour elle.

Les idées et les coups de fusil s'excluent. Comparez le beau langage de M. Ledru-Rollin à la chambre le 24 février, et son langage à l'Hôtel-de-Ville. et vous verrez la différence du langage des principes et du langage des passions. Quant à nous, nous ne contemplons les maux de la patrie que pour les déplorer et pour y chercher des remèdes. Il n'y a que des ambitieux, des hommes de parti, des hommes pressés de se mettre en avant pour recueillir quelques dépouilles ou prendre part à une curée qui puissent rêver dans ce moment une politique accomplie par les armes.

Les vrais patriotes, les vrais libéraux, les vrais républicains, les hommes qui pensent comme nous, attendent tout de la discussion et de la volonté nationale.

Ils savent que rien, dans un pays comme la France, ne peut empêcher la raison d'avoir raison, et ils se défient des passions comme du *Steam-horse*, emporté sans conducteur.

Quiconque se jette dans la politique de l'imprévu est coupable,

Malheur à ceux qui ont recours à la violence dans les luttes de l'intelligence ! ils emploient contre la civilisation les armes de la barbarie.

(Gazette de France du 24 août.)

Le *Siècle* vient à son tour dire son opinion sur le mouvement de Paris, et il met en parallèle la monarchie et la république. " Depuis soixante ans, dit-il, nos essais politiques nous coûtent six milliards et le sang de deux millions d'hommes ; arrêtons-nous ne courons plus à des bouleversements qui

trompent nos espérances, améliorons une fois nos institutions au lieu de les renverser."

Le *Siècle* a parfaitement raison : la France a assez payé son expérience pour ne pas courir à des bouleversements ; il ne s'agit plus de renverser nos institutions, mais de les améliorer. La France veut l'émancipation des communes et la destruction de cette centralisation administrative dont Benjamin Constant a dit qu'elle était l'entrave jetée par le despotisme à la civilisation moderne.

La France veut la liberté individuelle consacrée par la chambre de Saint Louis, au temps de la Fronde, et qui lui a coûté une révolution. La France veut la liberté de la presse, sans laquelle il n'y a ni progrès ni ordre véritable, ni paix réelle, parce que la liberté de la presse est destinée à fonder l'ordre logique des sociétés, sans lequel il n'y a ni ordre moral, ni ordre matériel. La France veut la liberté de conscience, sans laquelle il n'y a pas de religion véritable, parce que la religion est l'opposé de la contrainte.

Théodoric écrivait à l'empereur Justin, qui persécutait les Ariens : " Que prétendre dominer les esprits, c'est usurper les droits de la divinité ; que par la nature même des choses, la puissance des princes se borne à la police extérieure, qu'ils ne sont en droit de punir que ceux qui troublent l'ordre public dont ils sont les protecteurs, et qu'en bonne politique, l'hérésie la plus dangereuse est celle d'un prince qui sépare de lui une partie de ses sujets, uniquement parce qu'ils ne croient pas ce qu'il croit lui-même."

La France veut le vote universel, sans lequel il n'y a ni liberté politique, ni égalité des droits entre les hommes ; mais elle veut aussi la liberté pour un peuple de choisir le chef de son gouvernement, et c'est pour cela qu'elle demande l'appel au peuple.

Comprend-on, lorsque le parti royaliste proclame la nécessité de ces institutions vraiment républicaines, le *Siècle* puisse parler d'un parti rétrograde et de l'entourage d'un prince dans l'exil ? M. de Lafayette, en 1830, disait qu'une royauté entourée d'institutions républicaines serait la meilleure des républiques. Il disait encore : " Tout état fondé sur la souveraineté nationale est un état républicain. Il parlait même de la république monarchique."

On a beau faire, on a beau tourner et retourner dans un cercle vicieux, la France veut en effet la République monarchique. Le jour où nous aurons le vote universel uni au pouvoir héréditaire, nous aurons l'idéal de la liberté ; et, remarquez-le bien, il n'y aura d'union en France entre

tous les Français, que lorsque les deux idées pour lesquelles on s'est battu si longtemps en France, n'en formeront plus qu'une et qu'on devra être républicain et royaliste pour être vraiment Français.

Ce n'est qu'en écoutant nos conseils que l'on peut éviter d'aller à l'abîme. Pour sauver la France, il suffit de reprendre le mouvement au 24 février, lorsque tout Paris criait vive la réforme ! au lieu de le faire partir des déclarations de l'Hôtel-de-Ville au 25 février. Le char va grand train et roule vers sa destination avec une vitesse accélérée qu'il n'est donné à personne de ralentir, pas même à ceux qui se croient les plus fondés à espérer qu'on peut changer la direction au moyen d'un autre atelage.

La volonté nationale seule peut rétablir chacun dans son droit et faire tourner tous les efforts des bons citoyens au salut de la patrie. Répétons-le, nous sommes de l'avis du *Siècle* comme du *National* : sans la république la France peut être jetée dans de nouveaux périls et subir des crises et des discordes nouvelles.

(Gazette.)

A mesure que les événements marchent ils nous placent dans l'opinion comme nous avons voulu l'être ; ils nous montrent ce que nous sommes en réalité.

Nous ne sommes pas avec les hommes qui veulent la République démocratique ; nous repoussons également ceux qui veulent escamoter la République sous prétexte de lui laisser faire une expérience ; nous sommes avec tous ceux qui veulent sincèrement les conditions nécessaires à l'existence de la République : les conditions de la liberté et du pouvoir ; nous sommes contre tous ceux qui ne mettent pas avant tout la France dans leur pensée, et qui la font passer après leurs opinions particulières.

Nous sommes contre ceux qui veulent édifier un pouvoir arbitraire avec les débris de la révolution, de l'Empire et de la Restauration, contre ceux dont la constitution est un amalgame informe de ces trois époques, aussi bien que contre ceux qui veulent un pouvoir unique fixé dans une assemblée délibérante, avec un agent exécutif agissant sous l'influence de comité pris dans une convention.

Nous voulons le principe populaire, le principe républicain avec un pouvoir fort, enfin une autorité réelle et la force qui conserve les intérêts dans le peuple. Nous voulons enfin un pouvoir uniquement pour le peuple, assez fort pour faire le bien, impuissant à faire le mal, appuyé sur des institutions municipales qui laissent la plus grande liberté aux intérêts locaux sans gêner l'action du gouvernement, un système